

## Conseil départemental de l'Éducation Nationale du 3 juillet 2014

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Général,  
Mesdames, messieurs, les membres du CDEN,

Du 5 mai au 5 juin 2014, se déroulait la seconde édition du baromètre UNSA des métiers de l'Éducation. Après avoir recueilli 16 333 réponses en 2013, nous en avons obtenu 18 821 cette année. Ce baromètre annuel est, pour l'UNSA Éducation, l'occasion de recueillir les témoignages des collègues que nous représentons, dans la diversité de leurs métiers et de leurs lieux d'exercice. En Aquitaine, ils sont 1074 personnels à avoir participé à ce baromètre. Comme en 2013, les personnels aquitains dans leur écrasante majorité déclarent aimer leur métier (96%) et être heureux de l'exercer (87%). Cependant, leur première préoccupation reste bien le pouvoir d'achat (priorité absolue pour 59 % des répondants). Cela traduit certes un besoin de reconnaissance financière, mais nos collègues expriment également un besoin de reconnaissance au sens large. En effet, 57 % des personnels affirment ne pas se sentir reconnus et respectés dans leur pratique professionnelle (chiffre qui passe à 68% pour les seuls enseignants des 1er et 2nd degrés). Pour nous, UNSA Éducation, ces réponses confirment la nécessité d'obtenir rapidement des perspectives salariales, mais au-delà d'avancer sur les réflexions liées aux métiers et aux carrières. Il est urgent, également, de renforcer le dialogue avec les personnels et de mieux reconnaître les compétences de tous les professionnels que nous représentons. C'est une nécessité pour en faire des acteurs positifs et engagés dans des évolutions partagées, comprises et qui prennent sens.

S'agissant des points à l'ordre du jour, nous avons dit l'an passé qu'au regard des objectifs de la réforme des rythmes, nous étions favorables au retour à la semaine de 4 jours ½. Depuis, des aménagements ont été rendus possibles avec le décret complémentaire. La recherche de consensus présente dans ce nouveau décret répond à nos exigences. Cependant, nous constatons des tentatives de passage en force de certaines collectivités, plus idéologiques et économiques que soucieuses de l'intérêt des élèves. Beaucoup de collègues nous contactent pour nous dire à quel point leur avis est bafoué. Dans certaines écoles, ils n'ont pas été entendus et sont de plus en plus démobilisés.

Nous évoquerons également les situations des écoles concernées par les ajustements de carte scolaire. Des blocages à la fermeture doivent être levés dès aujourd'hui afin de rassurer les collègues qui sont en attente depuis trop longtemps. Ces mesures doivent être prises, notamment lorsque les seuils sont très largement dépassés. Nous reviendrons également sur des situations de fermetures prises lors des dernières instances. En effet, les effectifs évoluent. Les chiffres annoncés en avril sont différents en juin. Aussi, nous vous demandons de faire confiance aux personnels que nous représentons pour prendre, dès ce CDEN, les mesures nécessaires.

Nos collègues mobilisés quotidiennement pour le service public d'Éducation, ne voient que très peu de changements et améliorations concrètes. Nous, Unsa Education, serons vigilants sur les évolutions annoncées concernant l'éducation prioritaire, la voie professionnelle, le fonctionnement du collège et l'articulation école/collège avec un lien plus étroit entre socle commun et programmes. Nous continuerons à militer pour un système éducatif sans rupture, plus cohérent, permettant la réussite de tous les élèves et prenant réellement et concrètement en compte nos conditions de travail.

La délégation UNSA Education : Jérôme BOUSQUET, Natacha ETOURNEAU, Thierry HADJADJI